

COMPTE RENDU DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

RÉUNION DU 22 janvier 2015

L'an deux mille quinze, le vingt deux janvier deux mille quinze, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 14 janvier 2015, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Jeannine ANTOINE à Mme Christine DURAND - M. M'Hamed BENHAROUGA à M. Philippe EVRARD - Mme Nathalie BRITES à M. Jérôme MERLE - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE à Mme Sylvie GENIN-LOMIER - Mme Véronique FERRAZZI à Mme Florence PARVY - M. Amédée MATRAIRE à M. Séverin BATFROI -

Absent(s) excusés : 0

Absent(s) : 0

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	27
Nombre de votants	:	33

Le quorum étant atteint,

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme Assunta ROSIN BEDIN a été désignée comme secrétaire de séance.

Le conseil municipal approuve à l'unanimité le compte rendu de la séance du 18 décembre 2014.

Le Maire informe les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis le 18 décembre 2014, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Puis, l'exposé des dossiers à l'ordre du jour commence :

1 - DGS – SEM TERRITOIRES 38 – AUGMENTATION DE CAPITAL

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU la délibération du conseil municipal du 15 avril 2014 portant désignation du représentant de la Commune auprès de la SEM territoires 38 ;

VU le projet d'augmentation du capital de la SEM Territoire 38 ;

INFORME le conseil municipal que suite à la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, et au transfert induit de la compétence aménagement vers bon nombre d'intercommunalités, le Conseil d'Administration de la SEM Territoires 38 souhaite renforcer la position des collectivités les plus concernées par le développement économique ;

PRECISE au conseil municipal qu'il convient pour cela de permettre à ces collectivités d'augmenter leur participation au capital de la SEM Territoires 38, et donc d'augmenter le capital actuel de 1 703 966 € de la SEM Territoires 38, en le portant à 2 277 856.80 €, soit une augmentation de 573 860.80 €, avec une valeur nominale de l'action fixée à 7.60 € ;

INDIQUE au conseil municipal qu'il est demandé à la commune de Sassenage actionnaire, d'approuver ce projet d'augmentation, de décider de souscrire à cette augmentation, d'autoriser le représentant de la Commune à l'Assemblée Générale Extraordinaire à prendre position en faveur de l'augmentation du capital ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER le projet d'augmentation du capital de la SEM Territoires 38 pour un montant de 573 860.80 € à couvrir par les associés ;

DE NE PAS SOUSCRIRE à cette augmentation, la compétence aménagement et développement économique étant pleinement exercée par Grenoble-Alpes-Métropole, et de laisser à l'Assemblée Générale Extraordinaire le soin d'attribuer nos droits de souscription ;

D'AUTORISER Monsieur Amédée MATRAIRE représentant à l'Assemblée Générale, porteur des parts, à prendre position en faveur de l'augmentation du capital lors du vote d'adhésion.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER le projet d'augmentation du capital de la SEM Territoires 38 pour un montant de 573 860.80 € à couvrir par les associés ;

DE NE PAS SOUSCRIRE à cette augmentation, la compétence aménagement et développement économique étant pleinement exercée par Grenoble-Alpes-Métropole, et de laisser à l'Assemblée Générale Extraordinaire le soin d'attribuer nos droits de souscription ;

D'AUTORISER Monsieur Amédée MATRAIRE représentant à l'Assemblée Générale, porteur des parts, à prendre position en faveur de l'augmentation du capital lors du vote d'adhésion.

<p align="center">2 - DGASR - POLE FINANCES ET PROGRAMMATION - DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE - BUDGET ANNEXE DE L'EAU - CONVENTION DE GESTION METROPOLE - EXERCICE 2015</p>

Christian COIGNÉ,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-12 et L.2312-1 instituant un débat d'orientation budgétaire;

VU l'instruction budgétaire M49 ;

VU la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014 ;

VU la délibération n° 1 du Conseil municipal du 18 décembre 2014 autorisant Monsieur le Maire à signer la convention de gestion relative à l'exercice de la compétence eau potable ;

VU la délibération n° 2 du conseil municipal du 18 décembre 2014 portant création d'un budget annexe de l'eau relatif à la convention de gestion de la Métropole ;

VU la délibération du Conseil communautaire de Grenoble Alpes Métropole du 19 décembre 2014 confiant à la commune par convention la gestion à l'exercice de la compétence eau potable ;

CONSIDERANT que la tenue d'un débat d'orientation budgétaire est une obligation dans les communes de plus de 3500 habitants, dans un délai de deux mois avant le vote du budget ;

CONSIDERANT que suite à la décision de Grenoble Alpes Métropole de demander aux communes membre de continuer à réaliser les dépenses de fonctionnement et d'investissement urgentes en lien avec le service public de distribution d'eau potable dans le cadre d'une convention de gestion, la Direction Départementale des Finances Publiques a souhaité que ces dépenses soient exécutées dans le cadre d'un budget annexe ;

CONSIDERANT que le principe de ces conventions a été acté par délibérations réciproques de la commune de Sassenage le 18 décembre 2014, et le 19 décembre 2014 par Grenoble Alpes Métropole ;

CONSIDERANT que la Direction Départementale des Finances Publiques demande que les dépenses et recettes liées à l'exécution de la convention soient retranscrites dès que possible dans le cadre du budget annexe voté, il est concrètement impossible de laisser le délai habituel et admis par le conseil municipal, d'un mois entre le débat d'orientation budgétaire et le vote du budget ;

CONSIDERANT cependant, et comme il l'a été exposé lors de la séance du conseil municipal du 18 décembre 2014, que la convention de gestion ne concernera que l'exécution du budget de fonctionnement hors encaissement des recettes liées à la facturation de l'eau aux Sassenageois déjà transféré à la Métropole, tout comme les dépenses d'investissements nouveaux, le budget annexe de l'eau lié à la convention de gestion est un budget de gestion, porteur d'aucun choix politique désormais compétence métropolitaine ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE PRENDRE ACTE du débat d'orientation budgétaire dans le cadre des éléments de contexte tels que ci-auparavant présentés ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE PRENDRE ACTE du débat d'orientation budgétaire dans le cadre des éléments de contexte tels que ci-auparavant présentés ;

3 - DGASR - POLE FINANCES ET PROGRAMMATION - BUDGET ANNEXE DE L'EAU CONVENTION DE GESTION METROPOLE - EXERCICE 2015
--

Jérôme MERLE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R.2311-1 et suivants, R.2321-1 et suivants, R.2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire M49 ;

VU la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014 ;

VU la délibération n° 1 du conseil municipal du 18 décembre 2014 autorisant Monsieur le Maire à signer la convention de gestion relative à l'exercice de la compétence eau potable ;

VU la délibération n° 2 du conseil municipal du 18 décembre 2014 autorisant le Maire à créer un budget annexe pour le service public de l'eau potable en application de la convention de gestion relative à la compétence eau potable ;

VU la délibération du conseil communautaire de Grenoble Alpes Métropole du 19 décembre 2014 confiant à la commune par convention la gestion à l'exercice de la compétence eau potable ;

VU la délibération n° 2 du conseil municipal du 22 janvier 2015 prenant acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire 2015 pour le budget primitif du budget annexe de l'eau potable ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER le budget primitif du budget annexe de l'eau 2015 arrêté aux chiffres suivants :

	DÉPENSES	RECETTES
SECTION FONCTIONNEMENT DE	45 187 €	45 187 €

SECTION D'INVESTISSEMENT	60 000 €	60 000€
-------------------------------------	----------	---------

Le montant total du budget 2015 du budget annexe de l'eau, équilibré en dépenses et en recettes, est arrêté en montant à 105 187 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER le budget primitif du budget annexe de l'eau 2015 arrêté aux chiffres suivants :

	DÉPENSES	RECETTES
SECTION DE FONCTIONNEMENT	45 187 €	45 187 €
SECTION D'INVESTISSEMENT	60 000 €	60 000€

Le montant total du budget 2015 du budget annexe de l'eau, équilibré en dépenses et en recettes, est arrêté en montant à 105 187 €.

4 - DAE – POLE ACHATS ET MOYENS GENERAUX - SUBVENTION SOLLICITEE AUPRES DE L'ETAT AU TITRE DE LA DETR (DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX)

Christian COIGNÉ,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2334-32 à L 2334-39, et R. 2334-19 à R. 2334-31-1 ;

VU l'arrêté du 12 mars 2012 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2002 relatif aux pièces à produire à l'appui d'une demande de subvention présentée au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux ;

CONSIDERANT qu'une opération programmée sur l'année 2015 peut donner lieu à une subvention de l'Etat au titre de la DETR 2015 à savoir :

- La construction de vestiaires de football de catégorie 5

CONSIDERANT le plan de financement pour la construction de vestiaires de football:

Financement	Montant de la subvention (€ HT)	Date d'attribution	Taux
FAFA	30 000	05/03/2014	

ETAT (DETR)	120 800		20%
Total des subventions publiques	150 800		
Autofinancement	453 200		
TOTAL	604 000		100%

PROPOSE au conseil municipal :

DE SOLLICITER la subvention évoquée ci-dessus ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à effectuer toutes démarches utiles à cet effet et notamment à déposer le dossier de demande de subvention et à signer les différents documents afférents.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE SOLLICITER la subvention évoquée ci-dessus ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à effectuer toutes démarches utiles à cet effet et notamment à déposer le dossier de demande de subvention et à signer les différents documents afférents.

5 - DAE - POLE DUD – DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE AV 6 DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROCEDURES POUR LA REALISATION D'UNE OPERATION DE CONSTRUCTION RUE PIERRE DE COUBERTIN

Christian COIGNÉ AYANT EXPOSE LES ELEMENTS SUIVANTS :

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2121-29 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L.2111-3 et 2141-1,

VU le plan annexé,

CONSIDERANT que les terrains de sports des Iles ne permettent pas la pratique sportive en tout temps car ils deviennent impraticables en cas de forte pluie du fait de l'inondabilité et par temps sec du fait de la dureté excessive du sol (terrain stabilisé), les activités sportives pratiquées sur ces terrains ont été déplacées sur le complexe sportif « Vieux Melchior » dont les installations sont totalement appropriées.

CONSIDERANT que, en outre, il convient de rappeler que la commune de Sassenage disposait au 1^{er} janvier 2013 d'un parc locatif social de 10.83 %, soit un déficit de 684 logements et qu'en conséquence, afin de respecter l'article 55 de la loi SRU et la loi du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au

renforcement des obligations de production de logement social, le Préfet de l'Isère lui a assigné un objectif de production de 171 logements pour la cinquième période triennale. De plus, par arrêté en date du 31 Juillet 2014, le Préfet a prononcé la carence de la commune de Sassenage au regard des objectifs de réalisation de logements locatifs sociaux qui lui étaient assignés pour la précédente période triennale.

CONSIDERANT qu' afin notamment de permettre le développement de l'offre de logements locatifs sociaux sur la commune de Sassenage, il est envisagé la réalisation d'un programme privé d'environ 270 logements familiaux, dont 35% de logements locatifs sociaux, sur les parcelles cadastrées AV 2 p2, AV 5 p1 et AV 6p1;

CONSIDERANT que, dans la perspective d'une valorisation du secteur, il est proposé au conseil municipal le déclassement du domaine public communal d'une partie de la parcelle cadastrée AV 6, notée AV 6p1, après en avoir constaté la désaffectation de son usage public ;

CONSIDERANT que la parcelle AV 6p1 intégrera le domaine privé de la Commune et sera cédée à la société CIRMAD GRAND SUD. La cession fait l'objet d'une délibération séparée ;

CONSIDERANT que le déclassement des parcelles cadastrées AV 2 p2, AV 5 p1 interviendra à l'occasion d'une délibération ultérieure ;

CONSIDERANT la désaffectation partielle de la parcelle cadastrée AV 6 pour une surface de 29.850 m² environ, suivant plan ci-annexé, qui n'est plus accessible au public depuis le 21 janvier 2015 et matérialisée par une clôture interdisant tout accès à ladite parcelle, ainsi qu'il est constaté par procès-verbal de la police municipal en date du 21 janvier 2015 ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE CONSTATER la désaffectation de son usage public de la parcelle AV 6p1, comme indiqué au plan joint ;

DE PRONONCER son déclassement du domaine public communal.

D'INTEGRER la parcelle AV 6p1 dans le domaine privé de la commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING**

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

DE CONSTATER la désaffectation de son usage public de la parcelle AV 6p1, comme indiqué au plan joint ;

DE PRONONCER son déclassement du domaine public communal.

D'INTEGRER la parcelle AV 6p1 dans le domaine privé de la commune.

**6 - DAE - POLE DUD – CESSIION D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE CADASTREE AV 6
SITUEE RUE PIERRE DE COUBERTIN AU PROFIT DE LA SOCIETE CIRMAD GRAND
SUD ET HABILITATION A DEPOSER LES AUTORISATIONS D'URBANISME
PREALABLES**

Christian COIGNÉ AYANT EXPOSE LES ELEMENTS SUIVANTS :

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2122-21 ;

VU le code de l'urbanisme, et notamment les articles R 423-1 et R431-5 ;

VU la délibération du conseil municipal n° 6 du 22 janvier 2015 autorisant le déclassement du domaine public communal d'une partie la parcelle cadastrée AV 6 ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 18 décembre 2014 prescrivant la mise en œuvre d'une procédure de mise en compatibilité du PLU avec une déclaration de projet ;

VU les avis de France Domaine en date du 16 octobre 2014 et du 5 janvier 2015 ci-annexés ;

VU le plan de cession ci-annexé ;

Pour faire face à la demande croissante de logements, et notamment de logements sociaux, la Commune a souhaité la valorisation du secteur des Iles, en particulier le long de la rue Pierre de Coubertin. Une opération d'ensemble sera ainsi réalisée en deux tranches.

La première tranche, objet de la présente délibération, portera sur une partie de la parcelle cadastrée AV 6, dénommée AV 6p1. La seconde tranche s'étendra aux terrains communaux cadastrés AV 2 (pour partie) et AV 5 (pour partie), après relogement des occupants et services utilisateurs et déclassement de ces parcelles. Le plan du périmètre du projet et de ses différentes phases est joint à la présente délibération.

Différents acteurs de l'immobilier ont été consultés pour l'aménagement de cette opération d'ensemble. La société CIRMAD GRAND SUD a présenté un projet correspondant aux souhaits de la commune pour l'aménagement de ce secteur et son urbanisation ; cette société présentant également toutes les garanties requises, tant en matière de construction que d'études et d'aménagement.

Ce projet consiste en la construction de huit bâtiments d'habitation soit environ 270

logements, se répartissant de la manière suivante :

- 35 % de logements sociaux ;
- 65 % de logements libres.

La surface de plancher réalisable sur tout le projet a été estimée par l'urbaniste en charge du projet, prévisionnellement à 17 835 m² (dont 6 279 m² destinés au logement social), soit pour la première tranche :

- 2 856 m² de surface de plancher destinés aux logements sociaux ;
- 10 605 m² de surface de plancher destinés à l'accession libre.

Les surfaces de plancher définitives seront déterminées par les permis de construire obtenus successivement.

Outre l'édification de ses propres immeubles, la société CIRMAD GRAND SUD aura la charge de l'aménagement des terrains, des voiries et des espaces verts.

La société CIRMAD GRAND SUD a proposé d'acquérir le foncier aux conditions suivantes :

- Locatif social : 210 € le mètre carré de surface de plancher ;
- Logements libres : 420 € le mètre carré de surface de plancher.

Les parties ont convenu d'assortir la future promesse unilatérale de vente des conditions suivantes :

- conditions d'usage (purge du droit de préemption préfectorale, absence de servitudes, archéologie, terrain libre de toute occupation, absence de massifs enterrés) ;
- CIRMAD prendra en charge la démolition et le désamiantage des vestiaires du terrain de rugby, dans la limite de 20 000 € HT pour l'ensemble ;
- la nature des sols ne devra pas nécessiter de fondations spéciales ni de terrassements particuliers autres que ceux induits par les éléments connus à ce jour. Une étude géotechnique devra confirmer les hypothèses suivantes : portance des sols de 3 bars à l'ELS au niveau des semelles de fondations et niveau de la nappe à - 1,80 m (niveau bas des garages : -1,20 m) ;
- délivrance de l'ensemble des autorisations administratives nécessaires permettant de réaliser sans nouvelle contrainte le présent projet, purgées de tout recours et retrait administratif ;
- obtention des agréments, de la garantie et des financements pour les logements sociaux ;
- versement à la promesse de vente d'une somme de 5 % du prix de vente prévisionnel sous forme de caution bancaire, le solde étant versé à la signature de l'acte authentique de vente ;
- conformément à la réglementation en vigueur, la Commune supportera le coût des travaux de dépollution et/ou de mise en compatibilité du foncier vendu ;

Il est précisé que cette opération relève pour la Commune du seul exercice de la propriété, sans autre motivation que celle de réemployer autrement au service de ses missions la valeur de son actif.

CONSIDERANT que le projet pour lequel la commune envisage de céder le terrain ci-dessus indiqué participe à la mise en œuvre du projet urbain de la ville et de la politique de l'habitat développée dans le Programme Local de l'Habitat ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ACCEPTER la cession au profit de la société CIRMAD GRAND SUD, acquéreur, ou à toute société qu'elle se substituerait, de la partie de la parcelle cadastrée AV 6 telle qu'elle figure au plan ci-annexé (dénommée AV 6p1) pour une surface totale de 29.850 m², au prix

de vente de 210 € le m² de surface de plancher pour le locatif social et de 420 € le m² de surface de plancher pour le logement libre ;

D'ACCEPTER le versement sous forme de caution de 5 % du montant prévisionnel à la signature de la promesse unilatérale de vente ;

D'ACCEPTER que la société CIRMAD GRAND SUD se substitue toutes personnes morales pour la réalisation totale ou partielle de la vente, sous réserve de l'agrément par la commune du ou des substitués ;

DE DELEGUER à Monsieur le Maire la décision quant aux agréments des substitués dans les conditions ci-dessus énoncées ;

DE DONNER son accord pour créer sur le terrain vendu toutes servitudes au profit du domaine public ;

DE DONNER autorisation à la société CIRMAD GRAND SUD de pénétrer sur le terrain concerné par la vente afin d'y effectuer les sondages et pré-études qui lui seraient nécessaires, préalablement à l'acte de vente ;

D'AUTORISER la société CIRMAD GRAND SUD à déposer toutes autorisations d'urbanisme sur le terrain objet de la présente délibération ;

D'HABILITER Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à ce dossier, en particulier, la promesse de vente et l'acte de vente à recevoir par Me LECLERCQ, notaire à Grenoble.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING**

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'ACCEPTER la cession au profit de la société CIRMAD GRAND SUD, acquéreur, ou à toute société qu'elle se substituerait, de la partie de la parcelle cadastrée AV 6 telle qu'elle figure au plan ci-annexé (dénommée AV 6p1) pour une surface totale de 29.850 m², au prix de vente de 210 € le m² de surface de plancher pour le locatif social et de 420 € le m² de surface de plancher pour le logement libre ;

D'ACCEPTER le versement sous forme de caution de 5 % du montant prévisionnel à la signature de la promesse unilatérale de vente ;

D'ACCEPTER que la société CIRMAD GRAND SUD se substitue toutes personnes morales pour la réalisation totale ou partielle de la vente, sous réserve de l'agrément par la commune du ou des substitués ;

DE DELEGUER à Monsieur le Maire la décision quant aux agréments des substitués dans les conditions ci-dessus énoncées ;

DE DONNER son accord pour créer sur le terrain vendu toutes servitudes au profit du domaine public ;

DE DONNER autorisation à la société CIRMAD GRAND SUD de pénétrer sur le terrain concerné par la vente afin d'y effectuer les sondages et pré-études qui lui seraient nécessaires, préalablement à l'acte de vente ;

D'AUTORISER la société CIRMAD GRAND SUD à déposer toutes autorisations d'urbanisme sur le terrain objet de la présente délibération ;

D'HABILITER Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à ce dossier, en particulier, la promesse de vente et l'acte de vente à recevoir par Me LECLERCQ, notaire à Grenoble.

<p>7 - DAE - POLE DUD – ACCORD DONNE A GRENOBLE-ALPES-METROPOLE POUR POURSUIVRE LA PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE DU PLU AVEC UNE DECLARATION DE PROJET</p>
--

Christian COIGNÉ AYANT EXPOSE LES ELEMENTS SUIVANTS,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5217-1 et suivants ;

VU la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, modifiant l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme ;

VU le décret n° 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble-Alpes-Métropole » ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants ;

VU la délibération n° 26 du conseil municipal en date du 18 décembre 2014 ayant prescrit la mise en œuvre d'une procédure de mise en compatibilité du PLU avec une déclaration de projet ;

Par délibération en date du 18 décembre 2014, le conseil municipal de Sassenage a délibéré en vue de prescrire la mise en œuvre d'une procédure de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) avec une déclaration de projet pour permettre la réalisation d'un programme de construction sur le secteur des Iles.

Depuis le 1er janvier 2015, Grenoble-Alpes-Métropole exerce notamment la compétence « plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ».

L'exercice de cette compétence par la métropole ne permet plus à la commune de poursuivre elle-même la procédure de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) avec une déclaration de projet.

Ce transfert de compétence n'interdit cependant pas la poursuite de la procédure. En effet, l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme modifié par la loi du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives dispose : « *Un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale peut décider, le cas échéant après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme, d'un document en tenant lieu ou d'une carte communale, engagée avant la date de sa création ou du transfert de cette compétence* ».

Il appartient donc au conseil municipal de Sassenage de délibérer afin de donner son accord à Grenoble-Alpes-Métropole pour la poursuite de la procédure de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) avec une déclaration de projet.

PROPOSE au conseil municipal :

DE DONNER SON ACCORD à Grenoble-Alpes-Métropole afin de poursuivre et achever la procédure de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) avec une déclaration de projet engagée par la commune de Sassenage.

DE DIRE que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Président de Grenoble-Alpes-Métropole ainsi qu'à Monsieur le Préfet de l'Isère. Elle sera en outre affichée durant un mois en mairie et publiée au recueil des actes administratifs

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHARUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -**

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

DE DONNER SON ACCORD à Grenoble-Alpes-Métropole afin de poursuivre et achever la procédure de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) avec une déclaration de projet engagée par la commune de Sassenage.

DE DIRE que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Président de Grenoble-Alpes-Métropole ainsi qu'à Monsieur le Préfet de l'Isère. Elle sera en outre affichée durant un mois en mairie et publiée au recueil des actes administratifs

8 - DAE - POLE DUD – ACCORD DONNE A GRENOBLE-ALPES-METROPOLE POUR POURSUIVRE LA PROCEDURE DE REVISION DU PLU

Christian COIGNÉ AYANT EXPOSE LES ELEMENTS SUIVANTS :

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5217-1 et suivants ;

VU la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, modifiant l'article L.123-1 du code de l'urbanisme ;

VU le décret n° 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble-Alpes-Métropole » ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants ;

VU la délibération n° 24 du conseil municipal en date du 18 décembre 2014 ayant prescrit la révision du PLU ;

Par délibération en date du 18 décembre 2014, le conseil municipal de Sassenage a délibéré en vue de prescrire la révision de son plan local d'urbanisme (PLU) et de définir les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation.

Depuis le 1er janvier 2015, Grenoble-Alpes-Métropole exerce notamment la compétence « plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ».

L'exercice de cette compétence par la métropole ne permet plus à la commune de poursuivre elle-même la procédure de révision du PLU.

Ce transfert de compétence n'interdit cependant pas la poursuite de la procédure. En effet, l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme modifié par la loi du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives dispose : « *Un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale peut décider, le cas échéant après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme, d'un document en tenant lieu ou d'une carte communale, engagée avant la date de sa création ou du transfert de cette compétence* ».

Il appartient donc au conseil municipal de Sassenage de délibérer afin de donner son accord à Grenoble-Alpes-Métropole pour la poursuite de la procédure de révision du plan local d'urbanisme (PLU).

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE DONNER SON ACCORD à Grenoble-Alpes-Métropole afin de poursuivre et achever la procédure de révision du plan local d'urbanisme (PLU) engagée par la commune de Sassenage.

DE DIRE que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Président de Grenoble-Alpes-Métropole ainsi qu'à Monsieur le Préfet de l'Isère. Elle sera en outre affichée durant un mois en mairie et publiée au recueil des actes administratifs

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE DONNER SON ACCORD à Grenoble-Alpes-Métropole afin de poursuivre et achever la procédure de révision du plan local d'urbanisme (PLU) engagée par la commune de Sassenage.

DE DIRE que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Président de Grenoble-Alpes-Métropole ainsi qu'à Monsieur le Préfet de l'Isère. Elle sera en outre affichée durant un mois en mairie et publiée au recueil des actes administratifs

**9 - DGASP – POLE VIE DE LA CITE – AUTORISATION DU MAIRE A SIGNER UNE
CONVENTION FIXANT LES MODALITES D'UTILISATION D' EQUIPEMENTS SPORTIFS
SUR LA COMMUNE DE SASSENAGE**

Séverin BATFROI,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L. 2144-3 du code général des collectivités territoriales précisant que le Maire détermine les conditions selon lesquelles des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations sous le contrôle du conseil municipal et en exécution de ses décisions ;

INFORME le conseil municipal qu'afin de concrétiser un partenariat et rationaliser les temps d'utilisation des équipements sportifs, l'Université Joseph Fourier, la Ville de Sassenage et l'association sportive du CEA ont défini ensemble dans une convention dont le projet est annexé, les conditions de la mise à disposition d'équipements sportifs;

PRECISE au conseil municipal que les parties mettent à la disposition gratuitement des associations sportives et clubs sportifs leurs étant affiliés les terrains du stade Jean Julien, le gymnase Jean Julien, les vestiaires pour l'Université Joseph Fourier et la halle des sports Jeannie Longo, le gymnase des Pies, le gymnase Fleming, les terrains du complexe Paul Vieux Melchior, la piscine municipale pour la Ville de Sassenage.

PRECISE qu'une partie du matériel dont ces installations sont équipées sera également mis à disposition gratuitement, et ce afin de permettre la pratique du sport correspondant aux usages de chaque site ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER le projet de convention annexé ;

D'AUTORISER le Maire, Christian COIGNÉ, à signer la convention tri-partite fixant les modalités d'utilisation des équipements sportifs situés sur la commune de Sassenage, dont un projet est annexé au présent projet de délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -

* SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

D'APPROUVER le projet de convention annexé ;

D'AUTORISER le Maire, Christian COIGNÉ, à signer la convention tri-partite fixant les modalités d'utilisation des équipements sportifs situés sur la commune de Sassenage, dont un projet est annexé au présent projet de délibération.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 23 janvier 2015

Le Maire

Christian COIGNÉ



Affichage le : 24 janvier 2015

